

NEWS

MUR DE SCHENGEN

# Nos Ulbricht à nous

David Wagner

**Lorsqu'une partie du Mur de Berlin se retrouve à Schengen, l'on ne peut que s'en féliciter. Mais pas forcément pour les mêmes raisons que les initiateur-trice-s de cette action.**

Depuis bientôt deux semaines, la petite commune mosellane de Schengen accueille un mastodonte berlinois de trois mètres de haut, un mètre vingt de large et pesant 2,8 tonnes. L'hystérie des festivités de la chute du Mur de Berlin, avec l'installation d'un de ses morceaux sur le sol du village dans lequel la convention du même nom fut signée, n'a donc pas épargné le Luxembourg. Le message officiel que ce symbole entend communiquer aux citoyen-ne-s de l'Union est évident : le Mur, incarnation de la division et de l'oppression en Europe, installé à Schengen, dont le traité est supposé assurer aux citoyen-ne-s de l'espace en question la libre circulation. A eux et à leurs marchandises, évidemment.

Mais les créateurs de symboles feraient parfois mieux de réfléchir plus longuement à leurs trouvailles. Les gouvernements aiment les murs. Le Mur de Berlin en est un, ou plutôt en était un, parmi d'autres. Evidemment, les constructeurs de murs trouvent toujours une justification à leurs entreprises maçonniques et, surtout, ne les considèrent pas eux-mêmes comme des murs proprement dits. Le Mur de Berlin était ainsi appelé euphémiquement « rempart de protection antifasciste ». Mais il servait surtout à empêcher la fuite de citoyen-ne-s qui étouffaient sous les promesses non tenues d'un stalinisme qui se parait des habits du socialisme. Le mur qu'Israël construit en Palestine est appelé à Tel Aviv « clôture de sécurité », mais il a la fâcheuse tendance à rendre encore plus impossible la survie économique de dizaines de milliers de Palestiniens. Passons sur d'autres exemples comme le « Tortilla Curtain » entre le Mexique et les USA, le mur à Chypre ou encore en Corée.

Le mur de l'Union européenne porte une dénomination bien plus innocente : la convention de Schengen. Certes, les accords de Schengen ont apporté une réelle plus-value aux citoyen-ne-s issu-e-s des Etats qui les ont ratifiés. La disparition des frontières dans son espace s'est faite particulièrement ressentir dans notre pe-

tit pays où l'on ne peut faire plus de 90 kilomètres sans se retrouver à l'étranger.

Mais c'est aussi et peut-être justement parce que ces accords de Schengen nous ont tant apporté que nous avons du mal à déceler le revers de la médaille. Normal, puisque nous ne vivons ni de l'autre côté des frontières méridionales ou orientales de l'espace « européen ». Comme l'a formulé le journaliste tchèque Lubos Vesely : « Après l'élargissement de l'espace Schengen, on va assister à la création d'un nouveau rideau de fer » S'il était encore parmi nous, Franz Kafka aurait trouvé matière à écrire. La Slovaquie a en effet dû faire face à une situation ubuesque dont Bruxelles a le secret : suite à son entrée dans l'espace Schengen, elle a littéralement dû couper les ponts avec sa voisine, la Croatie, qui n'en fait pas partie. Ainsi, la plupart des ponts sur les fleuves marquant la frontière entre ces deux pays, pour autant qu'ils n'étaient pas des passages officiels, ont été bloqués ou carrément détruits. Normal, puisque la frontière correspondant au « mur » de Schengen, doit être la plus étanche, et donc la plus contrôlable possible. Le problème, c'est que les hameaux et villages des deux côtés du fleuve communiquaient, vivaient et commerçaient ensemble. Les habitant-e-s de ces régions, qui depuis des siècles ne connaissaient pas de frontière, font aujourd'hui l'expérience de ce que c'est que d'habiter du mauvais côté.

La situation est plus dramatique pour celles et ceux qui viennent du Sud. Car au Sud de l'Europe, le mur se décline sous l'appellation très hollywoodienne de « Frontex », cette machine à sécuriser les frontières méditerranéennes de Schengen. Visant à endiguer l'immigration clandestine, le contribuable européen dépense des milliards d'euros afin de maintenir ce système. Un système que rien ne justifie, si ce n'est le refus d'accueillir des migrants dont la situation désespérée n'est pas sans relation avec les politiques commerciales et économiques de l'UE. La RDA voulait empêcher les gens de sortir, l'UE, c'est le contraire. Walter Ulbricht doit bien rire dans sa tombe.

## NEWS

Leçons de l'affaire Diekirch: Un cageot pour la retraite p. 3  
Mobilität: Schonfrist vorbei S. 4

## REGARDS

EU-Klimapolitik: Schlafender Riese? S. 6  
Luxemburg-Atlas: Fehlender Tiefgang S. 8  
Griechenland: Europäische Schocktherapie S. 12

Coverbild: Foto RK